

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

SNECMA : Occupation !

«Il n'y a rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté»

QUELLE plus grande tragédie peut connaître le peuple que de perdre son indépendance, que de vivre sous le joug d'une puissance étrangère? C'est cette tragédie qu'ont connue tous les peuples opprimés, colonisés, asservis par l'impérialisme. C'est contre cette tragédie-là que se sont dressés des millions, des milliards d'hommes et de femmes, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe aussi il y a 40 ans, quand l'impérialisme le plus puissant d'alors prétendait asservir le monde.

Car sans indépendance, les peuples ne peuvent être libres.

C'est ce que disait si bien Ho Chi Minh lançant son peuple contre l'impérialisme français puis américain et ses fantoches mis en place à Saïgon: « Il n'y a rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté ».

C'est ainsi que le prince Sihanouk, exclu de son propre pays par le coup de force de Lon Nol fomenté par les Américains fut aux côtés des Khmers rouges dans la lutte de libération du Cambodge.

C'est ainsi que De Gaulle fut aux côtés des communistes dans la guerre de libération anti-nazie en 1940.

C'est ainsi que Mao Zedong constitua le Front uni antijaponais avec Tchang Kai-Chek, l'ennemi pourtant juré des communistes.

Lorsqu'il s'agit d'indépendance, il est toujours possible et il faut, que s'unissent toutes les forces qui refusent l'asservissement, l'occupation.

Toutes ces questions-là sont clarifiées par des années et des années de combat, par les immenses sacrifices consentis par les peuples pour l'indépendance.

Rien ne saurait obscurcir cette question.

Il ne peut y avoir de bonne et de mauvaise occupation.

Aujourd'hui, Sihanouk se trouve à nouveau rejeté de son pays par une nouvelle occupation et il prend à nouveau le parti de la lutte pour l'indépendance de son pays, lutte que les résistants Khmers rouges mènent depuis le début de la nouvelle invasion.

Et la nouvelle tragédie du Cambodge, c'est cette nouvelle invasion, que reflète de façon si terrible l'exode de centaines de milliers d'hommes et de femmes de ce pays.

C'est en même temps la tragédie du Laos voisin.

Les communistes ne peuvent avoir d'autres positions que de condamner ces occupations et de soutenir la nouvelle lutte pour l'indépendance du peuple cambodgien comme du peuple lao.

Notre Parti le fait dans toute la mesure de ses forces.

Les militants du PCF, ce parti qui fut le fer de lance de la lutte contre l'occupation allemande, accepteraient-ils de cautionner et d'appuyer aujourd'hui l'occupation du Cambodge par les forces vietnamiennes, comme celle de la Tchécoslovaquie par les troupes russes?

Nous invitons tous nos camarades, nos lecteurs, à mener bataille sur cette question de principe combien fondamentale, auprès des militants du PCF comme de tous les travailleurs, dans les entreprises, dans les syndicats.

Cela importe pour l'avenir du peuple cambodgien mais aussi pour l'avenir de notre peuple.

Gilles CARPENTIER



L'aéronautique constitue un des créneaux chers à Giscard. Dans ce domaine, il est clair que les succès économiques se font sur le dos des travailleurs. A la SNECMA, qui fabrique notamment des réacteurs pour Air-Bus, c'est en s'attaquant aux droits à la santé que les patrons réalisent des « gains de productivité »

Les travailleurs luttent contre la « clause de présentisme » qui vise à lier l'évolution du salaire au nombre de jours d'absence (maladie et accident du travail compris)

Ce mardi matin, les travailleurs ont décidé l'occupation avec blocage de la production à l'usine principale de Corbeil

Voir page 3

ELECTIONS LEGISLATIVES AU PORTUGAL

Retour en force de la droite

Les résultats des élections législatives, qui se sont déroulées dimanche 2 décembre, marquent : premièrement une nette poussée de la droite ; deuxièmement, dans une moindre mesure, une poussée du PCP d'Alvaro Cunhal ; troisièmement, cela s'est fait au détriment du Parti socialiste de Mario Soares.

C'EST donc la droite qui formera le nouveau gouvernement. Ce nouveau Parlement est élu pour une durée de 8 mois en raison de la dissolution de la précédente assemblée (le 11 septembre) et des prochaines législatives qui doivent avoir lieu à l'automne 1980 (1).

Le recul du PS est sensible dans l'ensemble du pays puisqu'il perd environ 8% des voix. Il est rendu responsable de la crise économique, de la forte baisse du pouvoir d'achat (10% en 3 ans)...

Alors que la crise économique frappe lourdement les masses populaires au Portugal, le capital monopoliste fait aujourd'hui appel à des serviteurs plus traditionnels. Les libertés démocratiques, chèrement acquises, avec le grand mouvement populaire de 1974

qui mit fin au fascisme, pourraient être menacées.

Par ailleurs, l'arrivée de la droite au pouvoir peut susciter une crise institutionnelle. Des contradictions sont inévitables entre les différents pouvoirs : le président de la République, le Conseil de la révolution, le Parlement et le gouvernement.

Le président de la République, le général Eanes, tout comme Madame Pintasilgo (chef du gouvernement démissionnaire), ne sont pas les représentants d'un parti politique déterminé. Mais ils partagent les craintes de la gauche vis-à-vis d'une orientation à droite plus caractérisée qui va se manifester.

Sa Carneiro, dirigeant du PSD, qui va sans doute être premier ministre, et les hommes qui vont former avec lui le nouveau gouvernement pourraient

remettre en cause des mesures fixées auparavant. Par exemple, les nationalisations, la réforme agraire, bien qu'inscrites dans le cadre du capitalisme portugais, seraient visées.

Quant au PCP (allié au MDP qui était hier appelé le « PCP-bis »), lui, il est passé de 14,6% à environ 19% des voix. Il a progres-

sé dans l'ensemble du pays. Ce qui est notable surtout, c'est sa percée dans le Nord qui est un fief traditionnel de la droite.

(1) Une coquille s'est glissée dans l'article précédent (édition datée du 1er décembre) : les élections municipales ont lieu cette année, le 16 décembre.

QUELQUES CHIFFRES

L'« Alliance démocratique » remporte 125 sièges (contre 82 en 1976) sur les 250 à pourvoir (au lieu de 263 en 1976), soit la majorité absolue. C'est la coalition de droite (soutenue d'ailleurs par l'extrême-droite), composée du Parti social-démocrate (PSD) - 42 sièges en 1976 - du « Centre démocratique et social » (CDS) - 40 sièges en 1976 - du « Parti populaire monarchiste » et des « Réformateurs » (Groupe fondé par des dissidents du PS).

— Le Parti socialiste a 73 sièges (contre 104 en 1976) ;

— L'« Alliance du peuple uni » (APU) a 47 sièges (contre 40 en 1976). C'est sous ce sigle que le PCP s'est présenté avec son appendice, le « Mouvement démocratique portugais » (MDP) qui n'avait pas présenté de candidat en 1976 mais avait appelé à voter « PCP ».

(*) Note : Il manque les 4 sièges représentant les Portugais résidant à l'étranger. 5 autres vont à des formations de moindre influence. Ainsi, l'UDP (extrême-gauche) conserve son siège.

NAVIGATION AERIENNE

Les aiguilleurs du ciel d'Atthis-Mons (près de Paris), de Bordeaux et d'Aix-en-Provence, dans leurs assemblées générales, ont adopté la proposition de leur intersyndicale de suspendre leur mouvement jusqu'au jeudi 6 décembre. Au vu de l'attitude du ministre des transports, Le Theule, après cette ouverture, ils se retrouveront jeudi pour décider de la reconduction de l'action.

IRAN

Nouvelles révélations

Des documents mettant en cause trois diplomates américains

Les étudiants islamiques qui contrôlent l'ambassade américaine à Téhéran ont rendu public depuis samedi 1er décembre, les documents mettant en cause les trois diplomates américains qui avaient trouvé refuge au ministère iranien des affaires étrangères.

UN de ces documents est particulièrement accusateur puisqu'il apporte la preuve de l'activité déployée par ces diplomates directement pour le compte de la CIA. Il s'agit d'un télégramme ultra-secret signé par le chargé d'affaires américain Laingen et adressé en août dernier aux services secrets des Etats-Unis. Dans ce télégramme, Laingen donne en particulier son accord à la nomination de deux représentants de la CIA comme deuxième et troisième secrétaires à l'ambassade; il aborde également le problème des moyens à mettre en œuvre pour camoufler en diplomates les agents d'espionnage qui seraient désormais amenés à opérer en Iran.

On sait que cette révélation vient après d'autres émanant des documents saisis à l'ambassade US. Parmi ceux-ci, il y avait aussi bien des scénarios de « soulèvements » pour ramener au pouvoir Chapour Bakhtiar, le dernier chef de gouvernement du Shah, que des « calculs » faits sur les réactions possibles en Iran en cas d'accueil du Shah par les Etats-Unis. Les étudiants qui ont présenté le document mettant en cause Laingen, ont annoncé que d'autres documents seraient divulgués dans les jours qui viennent.

UNE ACCUMULATION DE PREUVES

On imagine aisément que les étudiants qui contrôlent l'ambassade ne doivent pas avoir beaucoup de difficultés à accumuler les documents mettant en cause le rôle de l'impérialisme américain et la perpétuation de ses ma...uvres de subversion depuis la chute du

Shah. La duplicité de l'impérialisme américain est assez manifeste pour que le « spécialiste » du Figaro, Thierry Desjardins, ne trouve à regretter que le manque de vigilance... de la CIA. « Pièce évidemment un peu compromettante, dit-il, à propos du document mettant en cause Laingen, et dont l'authenticité peut difficilement être contestée. On s'étonnera, d'ailleurs, que l'ambassade ait gardé de tels documents qui, c'est même précisé sur le télégramme, doivent être détruits après lecture. La bureaucratie de la CIA va coûter cher aux otages ».

De ce point de vue, les révélations faites ne sont pas une surprise. Elles sont en tout cas largement utilisées pour confirmer une attitude intransigeante vis-à-vis de toute négociation; elles ont même servi, semble-t-il, à désavouer certains propos du nouveau ministre iranien des affaires étrangères, Sadegh Ghotbzadeh, qui avait laissé entendre que les diplomates réfugiés dans son ministère n'étaient pas forcément prisonniers.

LES POSSIBILITES DE CONCERTATION

En attendant, le ministre iranien a tenu à souligner qu'il ne rejetait pas toute possibilité de concertation avec les Nations-Unies. « Contrairement à ce que l'on prétend, a-t-il notamment déclaré ce lundi, nous n'avons pas rompu avec le Conseil de sécurité. Je me suis entretenu aujourd'hui au téléphone pendant une demi-heure avec le secrétaire général des Nations-Unies, M. Kurt Waldheim. Je lui ai dit que nous espérons que le Conseil de sécurité discuterait enfin des ori-

gines de la crise et pas seulement de ses effets. Si le Conseil doit adopter à sa prochaine réunion une résolution équilibrée, l'opinion iranienne serait mieux disposée à envisager une solution patronnée par les Nations-Unies ». Ces propos semblent infirmer la présentation qui avait été faite du ministre par certains commentateurs occidentaux, comme d'un « jusqu'aboutiste » alors que Bani Sadr aurait été, selon les mêmes commentateurs, un « modéré » plus prêt à une certaine « entente » avec les Etats-Unis, alors qu'il a seulement émis le souhait d'un règlement rapide de l'affaire de l'ambassade pour concentrer l'effort de la nation iranienne sur la mise en œuvre de réformes économiques qui suscitent notamment la désapprobation de certains milieux du Bazar, favorables, eux, au maintien de liens de dépendance traditionnels avec l'Occident.

Une fois de plus, les classifications hâtives de certains commentateurs occidentaux risquent d'être soumises à rude épreuve. En tout cas, l'idée de « résolution équilibrée » pourrait rencontrer un certain écho au sein du Conseil de sécurité.

de l'ONU, car si les membres de ce conseil ont été unanimes à demander « la libération des otages », y compris le Bangladesh et le Pakistan, cela ne signifie nullement la non-prise en compte — au moins par une partie d'entre eux — des exigences du peuple iranien concernant la condamnation des crimes du Shah, la dénonciation des méfaits de l'impérialisme américain. La manière dont Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, avait formulé sa demande de convocation du Conseil de sécurité, allait d'ailleurs dans ce sens.

Par ailleurs, se faisant l'écho des préoccupations européennes quant à un risque de dégradation des relations avec le Moyen-Orient, Leprêtre, délégué français à l'ONU, a lui-même, tout en réclamant la « libération des otages », déclaré que « la France comprend l'émotion ressentie par le peuple iranien et considère que les griefs qu'il formule méritent examen ».

Encore faudrait-il que cette « compréhension » se traduise par des actes, qui apportent un soutien politique et économique à la volonté d'indépendance de l'Iran.

Jean-Paul GAY.

RHODESIE-ZIMBABWE

« Eviter que le conflit ne s'internationalise davantage »

déclare Robert Mugabe, dirigeant du Front patriotique.

LA conférence de Londres sur la Rhodesie connaît de nouvelles difficultés à propos des modalités d'application d'un cessez-le-feu entre le Front patriotique du Zimbabwe et l'armée raciste rhodésienne, en raison des exigences inadmissibles de la Grande-Bretagne qui demande que les guérilleros soient regroupés dans des camps. Selon le Front patriotique, ce regroupement faciliterait les raids de représailles de l'armée raciste rhodésienne.

Au même moment, l'autre Etat raciste, l'Afrique du Sud, a reconnu publiquement que son armée était présente en Rhodesie « pour protéger ses intérêts », dit-elle. A propos de ces interventions de l'armée sud-africaine aux côtés de l'armée rhodésienne, le co-président du Front patriotique du Zimbabwe, Robert Mugabe, vient de déclarer notamment :

« Aujourd'hui des pilotes et des appareils sud-africains participent même aux raids contre les pays voisins (...)

Ce qui nous inquiète maintenant, c'est qu'elle (l'Afrique du Sud — NDLR) a menacé d'intervenir encore plus ouvertement si nous gagnions les élections ou s'il apparaissait évident que les troupes rhodésiennes allaient perdre la guerre. Nous ne voyons pas pourquoi l'Afrique du Sud interviendrait dans une lutte qui ne la concerne pas (...).

Dans ce cas, nous n'aurions pas d'autre choix que de faire appel à nos amis et à nos alliés. Comme j'ai déjà dit, il s'agit d'une lutte africaine. Aussi, je ne suis pas d'avis que des forces extra-africaines interviennent. Ceux qui sont en dehors de l'Afrique peuvent en tout cas nous aider en nous fournissant les instruments qui nous permettent de combattre. Je ne vois pas pourquoi des forces purement africaines ne seraient pas capables de s'opposer à une agression sud-africaine. (...) Notre position est d'éviter que le conflit ne s'internationalise davantage qu'il ne l'est déjà ».

La France, plaque tournante du trafic de l'uranium namibien

Dans son édition du 3 décembre, le journal Libération publie une enquête qui pourrait bien déboucher sur un nouveau scandale... si l'affaire n'est pas étouffée.

Selon les révélations qui sont faites, la France servirait de plaque tournante pour « acheminer, transformer, maquiller et redistribuer » l'uranium en provenance de Namibie. Pourquoi un tel camoufflage de la part de la France, direz-vous ?

Tout simplement parce que depuis 1974, le commerce de l'uranium namibien a été déclaré illégal par l'Assemblée générale de l'ONU, qui demande également que l'Afrique du Sud mette fin à son occupation de la Namibie : « Nulle personne ou entité constituée ou non en société ne peut rechercher, prospecter, explorer, prendre, extraire, exploiter, traiter, raffiner, utiliser, vendre, exporter ou distribuer une ressource naturelle quelconque, qu'elle soit d'origine animale ou minérale, située à l'intérieur des limites territoriales de la Namibie sans l'assentiment et l'autorisation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ». En cas de violation de cette décision, des sanctions sont prévues, incluant des réparations à payer au futur gouvernement qui dirigera la Namibie indépendante.

Officiellement, le gouvernement français se déclare tout à fait d'accord avec de telles dispositions. Mais, d'après les révélations qui sont faites, il y a loin de la coupe aux lèvres... Une affaire à suivre.

IRAN

Référendum : participation inégale

LES résultats du référendum qui s'est déroulé dimanche et lundi en Iran sur le projet de Constitution, ne peuvent guère laisser de doutes quant au résultat final, qui donnera une très forte majorité de OUI. Ce qui est beaucoup moins net, c'est l'ampleur de la participation. Celle-ci pourrait avoir été relativement limitée, dans plusieurs régions. Non seulement parce que certaines formations politiques de gauche, dont les Fedayins du peuple, étaient partisans de l'abstention, mais, surtout parce que les minorités nationales semblent n'avoir pas voté. Ce serait notamment le cas en Azerbaïdjan où l'ayatollah Charriat Madari, connu pour ses

opinions libérales et occidentales, et dont l'influence reste grande, avait réclamé l'annulation du référendum et du projet de Constitution, auquel il relate notamment d'accorder les pleins pouvoirs à l'ayatollah Khomeiny. Ce serait aussi le cas au Kurdistan, où les réticences sont liées à l'insuffisante prise en compte des aspirations autonomistes dans le projet constitutionnel. Dans le cas aussi, dans le Balouchistan, et le Sistan, peuplés en majorité comme dans le Kurdistan, de musulmans sunnites, chez qui peut exister la crainte que la nouvelle Constitution ne leur accorde pas la pleine égalité des droits avec les musulmans de confession chiite.

RFA

SPD : un congrès marqué par les prochaines échéances de l'OTAN

LE congrès du Parti social-démocrate ouest-allemand, le SPD, s'est ouvert lundi 3 décembre à Berlin-Ouest et doit durer jusqu'à vendredi. Deux questions devraient dominer les débats : celle de l'énergie nucléaire — le programme gouvernemental qui vise à la développer devant compter avec l'opposition massive qui n'a cessé de se manifester — et surtout celle du renforcement du dispositif de l'OTAN sur le sol européen.

Une partie importante du SPD serait, en effet, hostile à la mise en œuvre du plan de l'OTAN qui doit être adopté le 12 décembre prochain, et qui permettrait l'installation en Europe de nouveaux missiles nucléaires à moyenne portée, face aux missiles soviétiques

SS 20', de type semblable, déjà installés.

Consolider cette opposition, et faire ainsi pression sur les décisions du congrès SPD, ce projet n'était sans doute pas absent des préoccupations du Kremlin lorsque celui-ci a annoncé, à la veille de la réunion social-démocrate, que c'était des ces jours-ci que l'URSS allait retirer de RDA, 20 000 soldats et 1 000 blindés. Pas absent non plus lorsque l'ambassade soviétique à Bonn a tenu à faire savoir publiquement pas plus tard que ce week-end, que le ministre Gromyko avait bel et bien mis en garde le chancelier Schmidt contre l'installation des missiles US à portée moyenne, en lui indiquant que celle-ci rendrait « impossible toute négociation sur le désarmement ».

ESPAGNE

Attentats fascistes et répression au pays-Basque

CE sont des fascistes de l'organisation Fuerza Nueva qui ont attaqué, dimanche 2 décembre, des manifestations autonomistes, à Cordoue et à Séville. Dans cette ville, la journée de l'Andalousie avait regroupé 200 000 personnes. C'est la même organisation d'extrême-droite qui a attaqué des passants en Navarre, à Tafalla.

Des manifestations ont aussi eu lieu au Pays Basque pour protester contre les sévices infligés à des détenus basques dans les prisons. A noter que l'élargissement de six détenus basques malades et la mise sur pied d'une commission officielle d'enquête sur la torture demeurent les deux conditions posées par l'ETA politico-militaire à la libération de Javier Ruperez, député et responsable des

relations internationales de l'UCD — le parti au pouvoir — qu'ils ont pris en otage, il y a trois semaines. Plusieurs détenus pourraient être mis en liberté provisoire mais l'ETA politico-militaire dément toujours toute négociation avec le gouvernement.

Dans le même temps, une répression systématique s'est abattue ces derniers jours, au Pays Basque, sur des parlementaires à qui on reproche simplement le plus souvent, leurs opinions exprimées en faveur de l'ETA politico-militaire aussi bien que de l'ETA militaire. C'est dans ces conditions, par exemple, que deux députés de la coalition « Herri Batasuna », Telesforo Monzon et Francisco Letamendia, viennent de se voir retirer leur immunité parlementaire par les autorités espagnoles.

Communiqué du personnel technique CGT de « Nice-Matin »

Nice-Matin, ce n'est pas fini. Les travailleurs du livre élèvent la plus vive protestation devant l'attitude de la direction, qui, lors de la réunion du 3 décembre, a traité par le mépris les revendications du personnel de l'entreprise. Balayant les engagements qu'elle avait pris récemment, elle s'ingénie à reporter à plus tard les négociations que les travailleurs attendent depuis plusieurs mois, spéculant sur la proximité des fêtes de fin d'année, dans l'espoir sans doute de négocier au rabais. Les clavistes ayant remis le numéro, il ne devait plus y avoir d'obstacles à l'ouverture immédiate de négociations. Les ouvriers du livre CGT mandatent leurs représentants pour demander à la direction de prendre clairement position sur le paiement des journées de lock-out. Après quoi, un calendrier sera fixé pour l'ensemble des revendications de tous les salariés du journal. En conséquence, ils ont décidé la non-parution du journal daté du 4 décembre 1979.

LOIS BARRE-BONNET-STOLERU

Communiqué de l'Association France-Algérie

Le conseil d'administration de l'Association France-Algérie a adopté, dans sa réunion du 27 novembre, sous la présidence de Monsieur Georges Gorse, le communiqué suivant que nous avons reçu par un courrier daté du 29 novembre.

Au moment où les deux projets de loi concernant l'immigration sont en instance devant le Parlement, l'Association France-Algérie :

- convainc que l'adoption de ces projets péseraient sur les conditions de réexamen de l'accord de main d'œuvre franco-algérien dont le gouvernement français a demandé la renégociation ;

- tient à rappeler un certain nombre d'idées et de faits qui lui paraissent essentiels :

- 1) Contrairement à certaines affirmations tendancieuses ou simplistes, il est exclu qu'on puisse combattre efficacement le chômage par des rapatriements massifs de travailleurs étrangers, comme le montrent toutes les études sérieuses faites sur ce sujet, notamment les travaux préparatoires du 7e plan et le rapport Anicet Le Pors.

- 2) Il serait inhumain et contraire aux principes du droit français de soumettre à un statut précaire, excluant tout projet familial ou professionnel, des immigrés que nous avons incités à venir en France

et qui, pour la plupart y travaillent depuis de nombreuses années, et de faire subir le même sort à leurs enfants qui ont souvent perdu tout contact avec la vie de leur pays.

- 3) L'Algérie a toujours affirmé sa volonté de mettre en œuvre une politique de réinsertion de ses ressortissants expatriés, mais dans le strict respect du libre choix des intéressés et de leurs droits acquis et en fonction de ses possibilités d'accueil et d'emploi.

- 4) Toute mésentente sur les problèmes de l'immigration aurait les répercussions les plus graves sur l'évolution de nos rapports avec l'Algérie, alors que les présidents Chadli Bendjedid et Valéry Giscard d'Estaing ont affirmé leur volonté de relancer la coopération.

En conséquence, l'Association France-Algérie :

- Marque son opposition à ces projets de loi ;

- Et, pour ce qui concerne l'Algérie, demande que les problèmes de l'immigration soient traités en concertation comme un élément essentiel d'une coopération d'ensemble mutuellement bénéfique pour les deux pays.

Les travailleurs de la SNECMA sont en lutte. Parti de l'usine de Corbeil (5 000 salariés) la semaine dernière, le mouvement de grève s'est étendu depuis à l'usine de Gennevilliers et lundi 3 décembre, les travailleurs de l'usine de Villaroche (près de Melun), devaient se déterminer.

La forme qu'a pris la lutte est la grève avec occupation, les grévistes n'empêchant toutefois pas les non-grévistes d'entrer ni de travailler.

C'est la fameuse « clause de présentisme » que la direction tente de mettre en place qui a déclenché cette riposte des travailleurs.

Par cette mesure, dont l'application dans une usine comme la SNECMA aurait sans aucun doute valeur de test pour une application plus générale frappant alors un bien plus grand nombre de travailleurs, le patronat vise à intensifier l'exploitation des ouvriers, au détriment de leur santé bien sûr et en ajustant le salaire à un « taux de présentisme » : chaque travailleur verrait son salaire augmenter d'une année sur l'autre plus ou moins selon ses absences (y compris pour maladie) à moins que celles-ci ne soient compensées par des heures supplémentaires.

A la SNECMA, cela s'est traduit depuis plusieurs années par le freinage des salaires, les réductions d'horaire, le contrôle des maladies par un médecin patronal, le système C.E.S.A.R. (1), le travail sur deux machines pour faire « comme aux USA », la liquidation des plus de 58 ans sans embauche correspondante, la prolifération des emplois intérimaires, temporaires, sous-traitance pour mieux nous diviser.

AUJOURD'HUI LE PDG ATTAQUE AVEC LE « PRÉSENTISME »

Attaquer sur plusieurs fronts à la fois (salaires, congés-maladies, droit de grève et autres absences légales), cette attitude n'est pas propre à la SNECMA, car on la retrouve aussi chez Alstom où, avant la grève, le patron affichait en public la liste noire des absentéistes. Et comme chez Alstom, Ravaud et Pascaut, patrons de la SNECMA n'ont pas su voir venir la révolte des nombreux travailleurs et travailleuses qui sont entrés dans la lutte, parfois pour la première fois de leur vie et qui sont décidés à ne plus se laisser tondre. C'est aussi l'échec de la politique contractuelle avec les organisations-potiches FO et CGC qui permettaient de grignoter l'acquis des luttes. Et si les gros bonnets du CNPF nous attaquent aujourd'hui, c'est qu'ils pensent, à tort, que nous étions encore découragés par l'échec de mars 1978 ; il a pu leur sembler tentant de profiter aussi des querelles PCF-PS qui continuent bon train (...)

Une nouvelle unité de la classe ouvrière se construit, l'unité CGT-CFDT est retrouvée sous la pression des travailleurs et indépendamment des polémiques entre PCF et PS. Cette nouvelle unité, nous, marxistes-léninistes, nous participons à sa construction avec les travailleurs en lutte.

SNECMA : Occupation !

On voit la gravité de l'attaque, ce que les travailleurs ont bien compris.

On voit aussi ses liens avec les projets d'ensemble du patronat : ainsi la « compensation » d'absences par des heures supplémentaires va dans le sens de l'horaire annuel cher au CNPF.

Avant la phase de grève dans laquelle sont entrés maintenant les travailleurs de la SNECMA, la riposte s'était traduite en particulier par la puissante manifestation unitaire du 25 octobre qui avait rassemblé plus de 5 000 travailleurs de toutes les SNECMA jusqu'au siège social de la Société, protégé d'ailleurs par un fort contingent de gardes-mobiles.

Nous donnons ci-dessous des extraits d'un tract commun PCML-PCRml diffusé lundi 3 décembre, à Corbeil, Gennevilliers et Villaroche.

Après avoir indiqué les conditions de la concurrence internationale dans ce secteur étroitement lié à l'armement (aviation), en particulier les pressions des superpuissances, USA et URSS, qui jouent sur leur contrôle des sources de titane, métal précieux indispensable pour les réacteurs construits à la SNECMA, le tract dénonce la politique patronale qui vise à faire payer aux travailleurs ces difficultés, la crise.

G. C.

C'est avant tout aux syndicats CFDT-CGT qui ont une pratique de luttes de classe, à organiser la riposte unie des travailleurs à la SNECMA en leur permettant de conduire la lutte par des assemblées, des débats et des décisions démocratiques. L'unité pour rien faire ou pour revenir en arrière vers des actions plus faibles, ce ne serait pas une vraie unité d'action.

COMMENT GAGNER ?

Les travailleurs se sont prononcés pour l'occupation à Corbeil et à Gennevilliers, formes d'action bien adaptées à leur centre de production. Voilà les questions qui se posent :

1) Quelle unité ouvrière ? A Corbeil, lors du vote du vendredi 30, tout le monde a pu constater que la direction s'est organisée pour faire voter en masse ses partisans. Résultat : malgré l'augmentation des parti-

sans de la lutte, les anti-grève ont failli avoir le pouvoir de décision. A Gennevilliers, par contre, les grévistes ont décidé de ne pas tenir compte des votes de la maîtrise, venue voter en masse ce qui, à la limite, lui aurait donné le pouvoir exorbitant d'arrêter la lutte. Conclusion : la démocratie ouvrière ne doit pas être une démocratie formelle ; ce sont les travailleurs exploités qui doivent décider en toute indépendance par rapport aux patrons. Il y a toujours des hésitants. Comment les entraîner ? Rabaisser le niveau de la lutte permet peut-être d'en ramener quelques-uns, mais au prix du découragement des plus combattifs. Au contraire, on rendra confiance aux hésitants avec un mouvement énergique, déterminé, bien organisé.

2) La question du comité de grève : On en parle... Il y en a déjà eu un à la SNECMA, à Gennevilliers

en 1973, à Corbeil pendant la grève des commandes numériques en 1978. Dans une période de luttes comme maintenant, il y a un grand nombre de gens habituellement non-militants, qui sont prêts à s'engager. C'est une richesse à ne pas négliger. Les syndicats n'ont rien à en craindre et tout à y gagner pour se renforcer, car l'expérience montre que la participation à la direction démocratique dans un comité de grève est un premier pas vers la syndicalisation. Ajoutons enfin que gagner dans la lutte est le principal. Cet objectif ne doit pas être dévoyé par une concurrence partisane entre syndicats à l'approche des élections des prud'hommes et des délégués du personnel ».

(1) Plan C.E.S.A.R. : système de contrôle informatique de la production (C.E.S.A.R. : Contrôle efficace et sûr de l'activité réalisée).



Un affluent de la Seine pollué...

Une rivière assassinée. C'est l'Yerres. Petit affluent de la Seine qui traverse les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne. Assassinée sur 25 km, vidée de ses poissons, de ses insectes, et peut-être de sa flore. Et la «vague polluante» continue son chemin, en direction de la Seine. Elle est désormais à Villeneuve-Saint-Geor-

Cela, c'est le communiqué officiel de la Préfecture. Mais de quelle usine s'agit-il ? Quelle est la nature du produit (ou des produits) déversés ? Comment cela s'est-il passé ? A ces questions, pas de réponses. Black-out total. Ni le nom du pollueur, ni le produit et sa

Santé

VICTOIRE A BREST : 6 MILLIARDS ARRACHES AU MINISTRE

Le ministère de la Santé vient d'accorder une rallonge de 6 milliards d'anciens francs au budget du centre hospitalier régional, pour y construire le «pavillon de la mère et de l'enfant». C'est grâce à la lutte que la population de Brest à mené que cette rallonge budgétaire a pu être arrachée. Dans les Hauts-de-Seine un budget supplémentaire de 300 millions de centimes a du être accordé pour l'hôpital Louis-Monier de Colombes. A Créteil (hôpital intercommunal) on parle de dérogation aux mesures gouvernementales. A Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) une grève est en cours depuis le 15 novembre à l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard. En effet il faut exiger partout des budgets supplémentaires, l'embauche des effectifs nécessaires et l'annulation des mesures du gouvernement. Pour le seul secteur psychiatrique 60 000 lits doivent être supprimés dans le cadre du 8^e plan.

véritable toxicité, n'ont jusqu'alors été révélés. C'est le silence côté préfecture, côté ministère de l'environnement, les assurances sur l'absence de danger. Et pourtant !

CURIEUX NETTOYAGE

Dix jours après son déversement dans l'Yerres, la «vague polluante» est tout aussi nocive et destructrice qu'au premier jour. Et contrairement à ce qu'espéraient les spécialistes du Centre Anti-Pollution de Melun, la nappe ne s'est pas diluée au fil des kilomètres mais continue de «rouler» sur le fond, poussée par le courant, détruisant tout sur son passage... Puisque la préfecture fait le silence, répondons aux questions posées. Le pollueur, c'est la fabrique de peinture et de vernis «Lylame». Une petite usine

ges, menaçant très sérieusement la Seine, et donc la distribution d'eau potable en région parisienne.

Rappelons les faits. Il y a maintenant un peu plus d'une dizaine de jours, à la suite du déménagement d'une usine de peinture, une quantité importante de produits toxiques fut déversé dans l'Yerres.

qui vient d'être vendue et qui est transformée en entrepôt de matériel d'isolation. C'est au cours du «nettoyage» des locaux qu'une vingtaine de fûts de produits chimiques divers ont été déversés sur le sol tout autour de l'usine. L'infiltration a fait le reste, contaminant un petit ruisseau, puis l'Yerres...

Quant à la nature des produits polluants, les laboratoires, penchés sur le problème, cherchent toujours à l'identifier exactement. Il semble d'ailleurs que lorsque la police a saisi les fûts incriminés, quelques étiquettes ont été subtilement soustraites... Toute supposition sur une extrême nocivité des produits déversés et donc de leur non-publicité serait dès lors très plausible...

PLUS DE DANGER. DIT LE MINISTRE...

«Une grande partie de l'eau qui alimente la banlieue sud de Paris n'est plus puisée dans la Seine depuis le 30 novembre, mais est désormais fournie par d'autres sources de captage» vient d'indiquer le ministère de l'environnement. Ce qui revient à affirmer qu'il n'y a plus de danger en alimentation d'eau potable dans la région parisienne.

Ceci dit, «grande partie» signifie quand même qu'une partie de l'eau destinée à la consommation en eau potable provient encore de la Seine, dont l'un des affluents, l'Yerres, est une rivière qui roule une «vague polluante»... Et n'oublions pas qu'à l'heure actuelle, seul un traitement ordinaire de l'eau de consommation est

Une liste déjà beaucoup trop longue

Les exemples de pollution de l'eau par des industriels sont innombrables. En dresser la liste serait dresser un réquisitoire sans appel contre les capitalistes gros ou petits d'ailleurs, qui déversent leurs eaux usées, leurs produits inutilisables, sans parler des «fuites accidentelles» de poisons divers — dans les rivières et les fleuves.

Pour mémoire, rappelons simplement le déversement de vingt tonnes d'acroléine par l'usine PCUK de Pierre-Bénite à Lyon en juillet 1976 dans le Rhône. Des milliers de poissons en sont morts, et le Rhône fut pollué gravement sur près de 150 km.

D'ailleurs, les usines chimiques ont des responsabilités écrasantes en la matière : pollution de la Moselle en juin 1976 par du cyanure. En 1973 et 1974, déjà, du cyanure avait été découvert en quantité importante dans la région de Nancy. Pollution du Rhin en 1976 par du trichorobenzène déversé par le trust chimique Sandoz. Pollution de la Loire vers Tours, par une usine fabricant du chlore...etc. Sans compter les déversements «accidentels» de fuel, monnaie courante dans beaucoup de zones industrielles.

praticué contre le polluant.

CAPITALISTES : POLLUEURS

Ces menaces posent évidemment le problème de l'alimentation en eau de la région parisienne. C'est effectivement un problème gigantesque. De par les quantités d'eau prélevées, comme de leur qualité.

A l'origine, l'alimentation en eau de Paris était assurée par les nappes phréatiques. Ces nappes sont d'immenses réserves d'eau souterraines, dont l'eau a été filtrée, par son passage dans les différentes couches du sol. Seulement, malgré leur taille, elles ne suffisent plus à fournir Paris. Il a donc fallu s'alimenter directement dans la Seine, dans la Marne... Des usines de traitement ont été construites, et des procédés modernes de traitement mis en œuvre : principalement par l'ozone et le chlore. Traitements énergiques d'ailleurs : par exem-

ple, si les doses de réactifs à ajouter à l'eau étaient en 1960 de 2 grammes de chlore et 20 grammes de sulfate d'aluminium par m³ d'eau, ces chiffres atteignaient en 1975 8 et 90 grammes ! Quatre fois plus !

Quant à la pollution de ces eaux, indiquons par exemple qu'une étude réalisée il y a dix ans par l'Agence de Bassin Seine-Normandie indiquait que sur près de 2 millions de tonnes de produits polluants, 25% seulement étaient traités et 75% rejetés dans le milieu naturel, en majeure partie dans les eaux de surface... Comment s'étonner dès lors de ce spectacle atroce de milliers de poissons morts, ventre à l'air ? Comment s'étonner de ces rivières assassinées, par le cyanure ou le chlore ? Mais surtout comment accepter que les rivières et les fleuves soient considérés comme des poubelles par les capitalistes ?

Michel BERTEL



REEDUCATION NATIONALE (1)

Vous manifestiez ? Purgez votre peine maintenant !

La répression qui frappe les travailleurs, n'épargne pas le personnel de l'Education nationale.

S'achemine-t-on vers une systématisation d'interdictions professionnelles pour délit d'opinion ?

Christiane et Jean-Claude ont été interpellés lors des obsèques de Goldman. Juchés sur des grilles avec nombre de manifestants, ils ont été repérés par des flics et interpellés entre autres pour dépavement.

Ici commencent les déclarations embrouillées des flics. L'un a vu Christiane avec un pavé puis deux pavés dans la main. Il faut savoir, de toute manière, pour qu'il y ait accusation, les flics doivent prouver que ces pavés ont été lancés, or ils sont incapables de le faire.

Ensuite, au poste, comme me le disait Christiane, les flics ont gardé dans une enveloppe son coupe-ongles et un tout petit canif, ils ont essayé de faire passer ces objets, somme toute d'usage courant, comme armes prohibées...

Le 18 octobre, la 24^e chambre correctionnelle de Paris a rendu son verdict : 15 jours de prison avec sursis et 300 F d'amende et... l'inscription au casier judiciaire B 2 de cette condamnation. Christiane et Jean-Claude ont déposé une requête, à ce jour la situation en est toujours là.

Que peut-il se passer avec cette inscription au casier judiciaire ? Tout bonnement l'impossibilité à tout jamais pour Christiane et Jean-Claude de devenir fonctionnaires. C'est en

effet le but que s'est assigné le procureur, il n'a pas dissimulé ses intentions dans son réquisitoire, il a même détourné de leur sens les propos des professeurs de faculté de Christiane et de Jean-Claude, seuls témoins de moralité autorisés à déposer, en expliquant «qu'étudiants particulièrement brillants», cela se traduisait dans son jargon de réactionnaire en «dangereux intellectuels de gauche et d'extrême-gauche».

En clair, le procureur refuse à des jeunes étudiants l'accès de la fonction publique parce qu'ils sont antifascistes et l'affirment en manifestant.

C'est cela correspondre ou ne pas correspondre au profil de fonctionnaire. Ce n'est pas pour rien que dans les concours de recrutement d'enseignants, il y a à présent des

entretiens pour «confronter les candidats avec un profil idéal du fonctionnaire».

Mais une autre juridiction est mise en place depuis le 23 avril 1979, qui autorise les différents ministères à prendre le relais de la sanction là où la justice a abandonné. Voici la lettre du Garde des Sceaux aux procureurs généraux et aux procureurs de la République concernant l'exclusion de la mention des condamnations du bulletin n° 2 du casier judiciaire :

«Certains parquets, lorsqu'une telle exclusion est ordonnée dans des arrêts ou jugements condamnant les aspects des agents publics s'abstiennent d'adresser aux administrations des avis de condamnation et refusent de communiquer à celles-ci la copie des

décisions. (...) L'action disciplinaire est indépendante de l'action publique, l'organe de discipline restant libre d'infliger une sanction alors qu'une décision de non-lieu, de relaxe, d'acquiescement aurait été rendue après exercice de l'action publique.»

Concrètement, l'éducation nationale peut châtier des fonctionnaires sur des faits qui ne relèvent pas de sa compétence. Dans le cas de Christiane, qui est à la fois étudiante et surveillante, la suspension de sa fonction avec traitement déjà opérée depuis son interpellation, peut se transformer en radiation définitive si sa condamnation figurait à son casier judiciaire et si la circulaire du ministre de la Justice était appliquée.

Nathalie VILLOTIERS

CAMBODGE : les méthodes de Hanoï pour exterminer un peuple

La colonisation développée aujourd'hui par le Vietnam n'est pas une colonisation «classique», c'est une colonisation de peuplement où, dans des régions de plus en plus nombreuses du Cambodge, les colons vietnamiens prennent progressivement la place des paysans khmers. Depuis janvier 1979, non seulement 500 000 Cambodgiens ont été tués à la suite des opérations militaires vietnamiennes, qui vont des bombardements massifs aux épandages de produits toxiques (comme faisaient hier les Américains au Vietnam,) mais aussi 500 000 autres Cambodgiens, au moins, sont morts de la famine provoquée par la destruction des cultures et l'accaparement des richesses naturelles du pays par le Vietnam.

Toutes les forces, toutes les personnalités patriotiques du Kampuchea, qu'elles se réclament ou non du Kampuchea démocratique, sont aujourd'hui catégoriques — et Norodom Sihanouk l'a rappelé encore mardi dernier sur *Antenne 2* — ce qui se passe aujourd'hui au Cambodge est une guerre de génocide total menée par le Vietnam, avec l'appui de l'URSS.

Nous publions ici quelques-unes des révélations que vient de faire la mission permanente du Kampuchea démocratique auprès des Nations Unies, à Genève, sur la guerre vietnamienne.

«TOUT TUER, TOUT BRULER, TOUT DETRUIRE»

DOCUMENTS - MISSION DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Suite de ce que nous avons publié dans notre édition datée du 1^{er} décembre

Ateliers de la gare de Phnom Penh démontés et envoyés au Vietnam

La mise à sac de tous les biens de l'Etat et du peuple du Kampuchea par l'occupant vietnamien se poursuit de façon systématique.

Au début du mois d'août 1979, la clique Le Duan a envoyé une trentaine «d'experts vietnamiens» à Phnom Penh sous le prétexte de rouvrir la voie de chemin de fer Phnom Penh - Kampong Som. Mais en fait, ces derniers ont démonté tous les équipements des ateliers de réparation et les ont expédiés au Vietnam. Ces ateliers avaient été réparés et remis en fonctionnement depuis 1976 par les ouvriers révolutionnaires.

Depuis leur entrée à Phnom Penh, les troupes vietnamiennes d'agression démontent et envoient au Vietnam une à une les usines, le matériel des ateliers de réparation, des chemins de fer et des chantiers navals, les équipements hospitaliers, etc. Tous les entrepôts sont vidés.

La mise à sac la plus récente

est celle de l'usine de confection des vêtements de Aur Russey, d'où 8 000 machines à coudre ont pris le chemin du Vietnam.

Le coup des «techniciens vietnamiens» septembre 1979

Hanoï envoie à Phnom Penh à grands renforts de publicité des «techniciens», «ouvriers» et autres «spécialistes» chargés soit de «former», soit de «réparer» des usines. Mais plutôt que des techniciens, ce sont des pilleurs qu'elle envoie. A la liste déjà longue des usines et installations diverses que ces «techniciens» ont démontées et emportées au Vietnam, s'ajoutent dernièrement, le générateur d'électricité situé près de l'hôpital des bonzes, l'usine de couvertures de Stung Meanchey, la décortiqueuse et la fabrique d'huile de son au kilomètre 6.

Pillage des vestiges artistiques et culturels

Dès que ses troupes ont occupé Phnom Penh, la clique Le Duan a ordonné le pillage de tous les objets d'art : antiquités, sculptures et statues de Bouddha en or, en argent et en jade entreposées dans les musées de Phnom Penh et à la Pagode d'Argent qui sont le symbole de la civilisation, de la culture et de l'art du Kampuchea. Ce faisant, les agresseurs vietnamiens s'attirent les plus vives condamnations de l'opinion mondiale. La clique Le Duan n'en continue pas moins de convoiter les trésors restés dans les pagodes Langka, Botum, Unalom, Moha Montrey,

et autres. Usant d'une nouvelle ruse, le 19 septembre dernier, elle a envoyé des soi-disant «bonzes» vietnamiens effectuer une visite à Phnom Penh puis, saisissant l'occasion de la fin de la visite, elle a demandé à ses fantoches à Phnom Penh de leur faire «don comme souvenir» de tous les Bouddhas en or, en argent et en jade (...)

Les journalistes étrangers sont unanimes pour attester qu'au Vietnam, les vitrines des magasins d'antiquité se parent bien des statues khmères pillées d'Angkor.

Instructeurs soviétiques

A Battambang, août-septembre 1979

Les agresseurs vietnamiens viennent d'ouvrir un centre de pacificateurs et d'espions à Battambang. Les stagiaires sortant de cette école se feront passer pour des cadres révolutionnaires chargés d'accueillir les combattants qui ont perdu le contact avec leur unité, ou de s'infiltrer parmi les réfugiés de guerre qui iront en Thaïlande pour y mener des activités subversives et détruire les cultures, les stocks, etc. Trois instructeurs soviétiques y donnent des cours sur les techniques d'espionnage, de noyautage et de sabotage de divers postes, stocks, bâtiments,

etc. Le mot de passe est XS 008.

Ces préparatifs sont le prélude à de vastes opérations de ratisage pendant la saison sèche qui seront plus sauvages et plus dévastatrices que les précédentes et qui dépasseront le cadre du Kampuchea pour s'étendre en Thaïlande.

A Sisophon, fin octobre 1979

Une division vietnamienne encadrée de conseillers soviétiques est en train de ratisser le district de Sisophon, fin octobre, notamment, les villages frontaliers avec la Thaïlande. Les agresseurs brûlent tout y compris les

Epandage de produits chimiques toxiques par les avions vietnamiens

● A Phnom Reach Tong, Kompong Speu, fin juillet, fin août 1979

Les 25 et 26 juillet et les 25 et 29 août derniers, des avions vietnamiens ont effectué des épandages de produits chimiques toxiques sur le mont Phnom Reach Tong, au nord de Kirrom causant la mort de trois femmes âgées, deux enfants de onze ans et trois enfants de trois ans. De plus, de nombreuses personnes dont la majorité sont des vieillards, des femmes enceintes et des enfants, ont été empoisonnées par ces produits. Les victimes présentent les symptômes suivants : brûlures de la peau (comparables à celles provoquées par le feu), vomissements, étourdissements, fièvres, entraînant la mort si des soins ne sont pas apportés à temps.

● A Andong Toek, Thmar Baing, Koh Kong, 5 et 6 septembre 1979

Les 5 et 6 septembre 1979, un avion vietnamien a épandu des produits chimiques toxiques à Andong Toek et à Thmar Baing, dans la province de Koh Kong. Une femme âgée de 60 ans, trois enfants et deux femmes enceintes ont été tués et dix autres personnes sont dans un état grave. Les effets des produits sont les suivants : sensation glaciale sur la peau, suivies peu de temps après de fortes chaleurs puis la victime tombe malade, atteinte de fièvre cérébrale.

● Près de la frontière thaï, de l'arsenic dans le cours d'eau, septembre 1979

Les agresseurs vietnamiens ont effectué de nouveaux épandages aériens de produits chimiques toxiques près de la frontière Kampuchea-Thaïlande, causant de nombreux morts et de nombreux cas d'empoisonnement. Dans certains endroits ils ont épandu de l'arsenic dans les cours d'eau et dans d'autres endroits, ils ont épandu des produits chimiques liquides qui, en touchant le sol, se transforment en gaz mortel.

paniers et autres menus objets ménagers. Ils détruisent toutes les cultures, allant jusqu'à arracher les touffes de citronnelle et les pieds de piment plantés près des maisons. Récemment, ils ont

attaché par le cou 32 personnes comprenant uniquement des vieillards, des enfants et des femmes qui n'ont pu s'échapper et les ont massacrés sauvagement.

les agresseurs vietnamiens ont rafflé les jeunes filles, les violant et les livrant aux nouvelles troupes. Révoltés, la population et les gardes d'auto-défense enrôlés de force ont riposté. Au cours des cinq premiers jours, les gardes d'auto-défense ont lancé des grenades sur les agresseurs à sept reprises et la population a lancé trois attaques. L'ennemi a eu plusieurs dizaines de tués et blessés.

L'enrôlement des Laotiens dans la guerre

Le 1^{er} septembre 1979, deux régiments laotiens ont été envoyés en renfort dans la région comprise entre la frontière Kampuchea-Lao et la plaine de Srê Veng, tandis qu'un contingent de 750 soldats est arrivé à Siempang, portant l'effectif total à 1 500. Ces troupes lancent une deuxième opération de ratisage de grande envergure appliquant la sinistre devise des «trois tout» : tout tuer, tout brûler, tout détruire. Elles se livrent à des massacres d'extermination contre la population. Elles assiègent tous les villages et interdisent de planter quoi que ce soit. Elles détruisent toutes les cultures et dans les villages font la razzia de tout, les assiettes et les cuillères y compris. De toutes les cultures, obtenues au prix de la sueur, de tous les autres biens

personnels, même les menus objets d'usage courant, il ne reste rien. Des familles entières, voire des villages entiers sont décimés et exterminés. La population est dépossédée au sens le plus strict du mot et est menacée de famine.

Renforts de soldats laotiens à Voensay, ...

Du 1^{er} au 11 octobre 1979, Hanoï a envoyé des soldats lao à Stung Treng, s'ajoutant aux deux régiments lao envoyés début septembre pour stationner au nord de Voensay et Siempang. Ces nouveaux renforts ont été amenés par 400 camions et aéroportés par hélicoptères au rythme de trois voyages par jour. Avec l'arrivée de ces derniers,

L'accaparement des aides humanitaires

Il est maintenant connu de tous que les envahisseurs vietnamiens à qui ont été remises des aides humanitaires, les ont revendues à la population moyennant paiement en or comme ils le font envers les réfugiés vietnamiens des «boat people». Ils les ont également distribuées à leurs soldats de sorte que certaines aides humanitaires ont participé involontairement à renforcer les troupes d'agression vietnamiennes pour massacrer la population du Kampuchea. (...)

THEATRE DE RECHERCHE DE MARSEILLE

« Du Caucase au Golgotha »

LE théâtre de recherche de Marseille (TRM) est installé depuis 1976 dans l'ancien théâtre *Massilia* et développe un travail de création dans notre ville. Leur dernière production intitulée *Du Caucase au Golgotha* est une adaptation d'un texte du poète grec Vamalis.

En scène — mais peut-on parler de scène lorsqu'il s'agit d'un espace qui sépare en deux les spectateurs — en scène tout de même, quatre personnages : à gauche, Jésus du Golgotha. Impossible de se tromper, c'est bien lui, la couronne d'épine, la marque du coup de lance sur le côté, le regard compassé des statues de plâtre, tout y est ; à droite, Prométhée sur le Caucase, le dieu enchaîné pour avoir voulu supplanter Zeus, le dieu des dieux :

Prométhée le dieu de la force, de la jouissance. Entre ces deux divinités, l'une symbole de la domination, l'autre de la soumission, deux femmes : la mère-terre et Momos, l'incarnation du peuple, bizarrement affublée d'un chapeau mou et d'une veste de ville.

Mise en scène, oui ; mais non de deux créatures célestes mais de deux mythes qui hantent l'Occident, qui sanglent la conscience du peuple. D'une part, le mythe du surhomme, du sauveur qui s'empare du pouvoir au nom du peuple... pour le dominer, mythe de la race supérieure, de l'élite, bref à votre convenance le fascisme ou la nouvelle droite.

D'autre part, le mythe de la souffrance nécessaire, de l'acceptation du malheur, du sacrifice du temporel au profit de l'éternité ; tout ce que le christianisme a pu

prêcher de respect de l'autorité.

Momos se livre à un véritable jeu de massacre de ces idées reçues et elle fait mouche à tous les coups. Le sujet aurait pu prêter à une dissertation philosophique. Loin de là ! Car l'auteur Vamalis et le metteur en scène Andonis Vouyoucas ont choisi le burlesque, le gag pour dépecer ces héros et si ceux-ci restent sérieux comme M. Loyal sous une tarte à la crème, Momos éprouve un malin plaisir à se jouer des contradictions de leur discours, des incohérences de leur polémique, des prétentions universelles de leurs prophéties.

Ecoutez Momos s'adressant à Jésus et à Prométhée :

«... Je ris (...) parce que vous vous fâchez alors que vous n'existez pas !

Mais puisque tout le monde croit en vous et vous voit, pourrais-je moi, ne pas vous voir et discuter avec vous ?

Quel genre de Momos serais-je donc ? A part ça ce n'est pas moi qui vous ferai tomber tout seul. Les esclaves vous feront dégringoler le jour où ils se réveilleront (...).

A quoi bon votre divinité !

A quoi bon le pouvoir de la superstition et du mythe ?

Ils ne vont pas se fatiguer à vous faire tomber.

Vous tomberez tous seuls sans qu'ils utilisent contre vous ni flèches, ni frondes, ni foudres. Ils utiliseront tout cela contre les maîtres

de la Terre ! Une fois que ceux-ci seront tombés, vous tomberez aussi, vous, leur ombre céleste ».

L'intelligence de Momos gagnera à sa cause la mère-terre et surtout nous autres spectateurs. Les dieux déçus n'auront plus qu'à fuir après quelques tentatives de retour jouées dans la tradition du Guignol.

Le TRM a engagé un pari avec cette pièce sans intrigue ni ressort dramatique fondé uniquement sur la progression d'un texte. Pari gagné par une mise en scène où chaque geste, jusqu'au bruit des pas martelant le discours s'ordonne au service de l'ensemble. Les « dieux » sont plus que « divins », ils sont vrais et il faut une certaine dose de talent pour que l'acteur qui est à deux pas de vous reste Jésus en s'écriant d'une voix geignarde et enfantine :

« Père,
J'ai fait mon devoir,
Mes reins sont brisés,
Mes pieds sont glacés jusqu'aux genoux !
J'ai soif !
J'ai froid ! »

Françoise Chatôt dans le rôle de Momos réalise une véritable prouesse en tenant à bout de bras pratiquement tout au long de cette création l'intérêt du public. Le personnage de la « mère-terre » est moins convaincant et a du mal à se situer. On peut regretter aussi la difficulté de cette pièce à « démarrer » et la longueur du prologue dont le sens ne se révèle en fait... qu'à la fin !

Comment apprécier une pièce de théâtre ? Peu d'intérêt diront certains... et pourtant c'est par ce biais que des courants de pensée, des formes nouvelles d'expression se fraient un chemin. Jusqu'ici, nous avons rencontré assez peu de difficultés pour donner un point de vue sur telle ou telle pièce puisque nous avons le plus souvent limité notre choix soit à un théâtre ouvertement engagé à caractère militant où le discours politique est transparent, soit à des productions particulièrement critiquables. Mais la réalité ne se réduit pas à ces extrêmes ; des acteurs, des metteurs en scène vivent les contradictions de notre époque et tentent de les traduire sur scène ; bien sûr, avec leur langage, bien sûr avec des « outils », une culture produite par une éducation, une formation qui ne sont pas celles de la majorité du peuple. Faut-il pour autant rejeter cette démarche et attendre les jours meilleurs où artistes et intellectuels travailleront au diapason des aspirations populaires ? Nous ne le pensons pas car ils se situent dans le débat entre l'esprit métaphysique, idéaliste (même s'il se dit « nouveau ») et l'attitude matérialiste scientifique. Ils ouvrent à leur manière et avec leurs armes une brèche dans l'arsenal idéologique de la bourgeoisie. Reste que l'appréciation d'une œuvre théâtrale comme de toute œuvre d'art contient aussi une part de subjectivité...

Du Caucase au Golgotha par l'ensemble de ses références en particulier à une culture grecque et biblique, par le type de démarche intellectuelle qu'il suppose reste assez éloigné des préoccupations et des besoins immédiats des masses ; il n'en constitue pas moins une flèche acérée contre ceux qui prêchent l'obscurantisme ou proposent (et imposent) de « nouveaux » mythes. Comme le déclare Andonis Vouyoucas, le metteur en scène :

« *Du Caucase au Golgotha*, c'est le feu qui roule, le feu de l'intelligence humaine qui veut mettre fin à une partie au moins de nos maux, dus à notre ignorance ».

Hervé DASTAR.

« *Du Caucase au Golgotha* » de Costas Vamalis. Traduction et mise en scène d'Andonis Vouyoucas. TRM tous les soirs à 21 heures à l'Espace Massalia, 60 rue Grignan à Marseille.



Au Théâtre de recherche de Marseille, « Du Caucase au Golgotha » de Vamalis : Dialogue entre Jésus et Prométhée (le PDG) - Photo TRM



Le Fugitif (3)

« La révolte »

Par Rémi Dainville

RONUS Goler fut d'abord affecté à l'aciérie No 604 comme chargeur. Avec son équipe, il jetait dans la gueule de feu du convertisseur de cinquante tonnes la poussière de chaux que réclame l'oxygène.

Comme tous ses compagnons, il ne logeait pas à la Cité même — « à cause des sabotages possibles » ainsi que cela leur avait été expliqué par le régent du secteur — mais à plusieurs dizaines de kilomètres dans le massif des grottes noires où, il y a longtemps, les maîtres avaient fait bâtir des constructions cubiques sur plusieurs milliers d'hectares. Cela s'appelait le Domaine No 9 et personne ne savait au juste combien il y avait d'autres « domaines » de ce type sur la Rougeo-yante. Une vingtaine selon les uns, davantage selon d'autres. Entouré d'une haute clôture électrifiée, sur-

veillé jour et nuit par des groupes d'hommes armés, le Domaine No 9 abritait plusieurs milliers d'ouvriers, peut-être trente mille. Les ouvriers y étaient ramassés par chenilles volantes et reconduits, quatorze heures plus tard, à la fin de leur poste.

Ronus Goler était désormais un sidérurgiste. Il travaillait douze heures par jour avec un jour de repos par mois. Il lui était versé tous les trente jours quelques pièces de monnaie, reste de son salaire après que la Société eut retiré les frais de loyer, de nourriture et une portion du prix du voyage jusqu'à la plaine. Du moins c'est ainsi que les choses lui furent présentées, mais des camarades qui travaillaient à la Cité de l'Acier depuis plusieurs années lui révélèrent bientôt une vérité absurde, effrayante : il n'y a aucun voyage de retour vers la Terre car personne n'a ja-

mais quitté la Rougeo-yante : On y est employé à vie, c'est-à-dire jusqu'au jour où la mort vous saisit à la gorge pour vous emporter... Lorsque Ronus Goler se persuada de cette vérité toute simple, il crut devenir fou.

Dès lors il décida que lui, Ronus Goler, ne serait pas un esclave en blouse violette et qu'il quitterait la Cité de l'Acier. Et il regarda ces hommes aux yeux hagards, aux vêtements usés, aux gestes fatigués qui vivaient dans le même dortoir que lui : chalumistes ou écriqueurs, nettoyeurs de cheminée ou marqueurs, casseurs de fonte aux hauts-fourneaux ou électro-mécaniciens, tous ces ouvriers avec lesquels il partageait sa misère quotidienne étaient prisonniers, des forçats enchaînés qui fabriquaient cet acier jeté par centaines de millions de tonnes dans le vaste tourbillon de l'univers. Et en une vision de mort, Ronus

Goler vit ces hommes crânes rasés, enchaînés par millions, marcher en colonnes vers un goufre de feu d'où jaillissaient à travers d'horribles gerbes d'étincelles, une rivière d'acier en fusion.

Alors Ronus Goler se leva et grimpa sur son lit. Ce qui se passa ensuite, il ne s'en souvenait pas très bien mais il savait qu'il avait parlé abondamment. Il avait harangué ces hommes, il leur avait parlé de leur labeur et de leur condition, de la misère ignoble où les maintenaient les maîtres ; il leur avait parlé de la galaxie, de la Rougeo-yante et de la Terre, de leur pays, de leurs femmes et de leurs familles ; il leur avait parlé du ciel bleu, calme, où glissent de blancs nuages, du soleil qui réchauffe, des arbres et des feuillages qui tremblent légèrement sous le vent de

l'été ; il leur avait parlé de lui, Ronus Goler, de sa vie d'ouvrier amère comme les larmes, de sa vie où le pain était dur à gagner et rare la viande, de sa vie d'errance, de pleurs, de travail, d'attente, de souffrance ; il leur avait parlé de la mort quotidienne, régulière, de centaines de leurs camarades tués dans les hauts-fourneaux, les aciéries et les laminaires, centaines de morts, centaines de mutilés, de blessés ; il leur avait parlé du sang qui gicle sur la vareuse, qui éclabousse la tête, et des gardes et des coups, des coups contre ceux qui tombent, qui s'endorment, qui ralentissent, qui se reposent, qui hésitent ; il leur avait parlé de leurs rêves détruits, de leurs espoirs anéantis, de leurs souvenirs étouffés, endormis au plus profond d'eux-mêmes, de leurs cerveaux broyés, et de leurs visages, oui de leurs visages piqués de ferrailles, et du sang qui bat, qui bat dans leurs veines, leurs

mains, leurs poitrines d'hommes. Il parlait, il hurlait et ces hommes écoutaient, pressés les uns contre les autres, masse humaine de centaines de visages, de corps et de bras vigoureux, masse tendue de toute son énergie vers l'espérance d'un monde meilleur, masse écrasée, humiliée, exploitée qui voulait exister et qui n'avait jamais cessé de vouloir se redresser pour marcher sous le soleil, pour crier son bonheur de vivre, pour pleurer enfin de cette joie nouvelle d'être des hommes libérés, assurés de vivre comme tels, de manger à leur faim chaque jour, jusqu'au terme de leur vie et d'être enterrés comme des hommes, avec une tombe et des fleurs, et non plus d'avoir leurs cadavres jetés dans les glaces où ils pourrissent parmi les graviers des moraines comme sur des gémonies ».

* Escalier de l'ancienne Rome où l'on exposait les corps des suppliciés (au Mont Capito- lin).

DECAZEVILLE

Ras-le-bol aux AFD

LES AFD (Aciéries et fonderies de Decazeville) sont une des trois sociétés qui régissent actuellement les ex-AUMD. Elles emploient 200 personnes. Le personnel des AFD est en grève depuis le 15 novembre, suite à une situation qui se dégrade de jour en jour. Cette situation n'est d'ailleurs pas nouvelle.

En mars 1979, une lettre d'avertissement est envoyée à tout le personnel. Quelques temps après, une nouvelle lettre est envoyée aux seuls représentants du personnel. Puis, il y a 15 mises à pied, dont trois de délégués. Ces mises à pied vont de un à trois jours. Le motif invoqué par la direction est séquestration. En fait, c'était tout le personnel qui était entré dans les bureaux.

Tout cela se passait en mars-avril 1979. A ce moment-là, les problèmes avaient été réglés par un accord de « paix sociale » entre les délégués et la direction. La direction a laissé passer l'été, puis à la rentrée, elle attaque à nouveau. Ce sont 14 lettres d'avertissement, des brimades, des propos racistes (« sale Arabe » ou « si t'es pas content, rentre chez toi »), des menaces, des promesses « d'œil au beurre noir ». Les délégués sont changés de postes, mais à des postes ne correspondant pas à leur qualification.

En octobre, la direction annonce un plan de restructuration. Rien de bon pour les travailleurs qui se rappellent les 300 licenciements lors de la restructuration des AUMD (100 licenciements « en règle » et 200 déguisés par exemple par une « prime de démission ». Voir l'Humanité rouge d'octobre-novembre 1977).

La direction était prévenue, les travailleurs en avaient assez d'une situation pareille. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la mise à pied d'un travailleur, sous prétexte que sa production était trop faible !

Le personnel s'est alors mis en grève : « Nous en avons ras-le-bol, déclarent unanimement les travailleurs, nous ne faisons pas grève pour le plaisir, mais pour obtenir un changement radical d'attitude ».

La grève est suivie par la grande majorité des travailleurs. Seuls les cadres, la maîtrise et cinq ou six personnes rentrent dans l'usine. Voici les revendications des travailleurs : arrêt des lettres d'avertissement et des mises à pied sans motif valable, arrêt des brimades verbales et menaces envers le personnel. Le niveau de production était atteint en ébouillage, la direction doit tout faire pour qu'il en soit de même à la fonderie. Toutes les mesures doivent être prises pour qu'il n'y ait aucun licenciement dans le plan de restructuration. Il y a aussi le rattrapage des salaires (perte du pouvoir d'achat de 5 % et plus).

Toutes les négociations se sont heurtées à un mur de la part de la direction. Après l'assemblée générale du

lundi 26 novembre, la lutte continue... tant que la direction bloque les négociations.

Correspondant de Decazeville

LYON

Delle Alsthom à Villeurbanne

LES travailleurs de Delle-Alsthom de Villeurbanne sont durement éprouvés par la crise. Notamment : baisse de salaires (diminution d'horaires sans compensation) et annonce de nombreux licenciements. Les patrons commencent à se frotter les mains car tout semblait se passer sans heurt. En apparence, seulement, parce que l'ébranlement de l'ensemble du trust a déclenché la plus dure grève de la boîte depuis Mai 68. Depuis plus de cinq semaines, les travailleurs de Delle s'opposent à leur patron. Même après la reprise à Belfort la grève a été votée à bulletins secrets à Villeurbanne. La base est jeune et très combative. Les syndicats ont agi dans l'unité, mais il semble que cela n'a pas duré jusqu'au bout.

La grève a été reconduite jusqu'au lundi 3 décembre jour où doit se réunir une commission de conciliation.

Correspondant Lyon.

CROLLES

Teisseire : un sirop juteux pour un patron de choc

À l'usine de fabrication du sirop Teisseire de Crolles, près de Grenoble, une grève s'est déclenchée en octobre dernier, avec blocage des camions d'expédition, pour obtenir une augmentation des salaires et le 13e mois. Après dix jours de grève, le patron accorde une prime de 100 F et promet d'envisager le 13e mois. Puis 15 jours après la reprise du travail, il décide de frapper un « grand coup » : il licencie 13 personnes dont 8 délégués CGT parmi lesquels se trouve le délégué syndical.

Puis, « magnaïme », il remet la décision entre les mains du comité d'entreprise. Il se trouve que ce CE n'est pas élu par les travailleurs de Crolles et qu'il a été mis en place avant l'existence de la section syndicale CGT.

Le CE décide de réintégrer des licenciés mais laisse dehors les 8 délégués. La direction forte de ses « droits » veut une sanction exemplaire. Pour montrer sa force et intimider les travailleurs, elle utilise des pressions personnelles, la mise en condition du CE, un quasi tribunal d'exception pour les « fauteurs » et a

recours à la présence non discrète de flics en civil.

La solidarité s'organise dans la vallée. Des élus sont intervenus et le lundi 26 novembre un troisième rassemblement a regroupé plus de 300 personnes venant de 15 entreprises de la vallée. Une distribution de tracts sur l'autoroute Grenoble-Chambéry a été effectuée avec suspension du péage.

Article rédigé à partir de tracts de la section CGT et d'informations données par un ouvrier de l'usine et un délégué de l'UD-CGT.

Grève à la SNECMA-Gennevilliers

LA grève avec occupation a été votée ce vendredi 30 novembre à 15 h 30 par le personnel de la SNECMA-Gennevilliers. La grève a commencé ce lundi 3 décembre, avec piquet de grève dès cinq heures du matin. Le motif de l'action : la lutte contre les clauses de « présentisme » de la direction générale de la SNECMA.

Le centre de Corbeil est aussi en train de voter l'occupation et d'autres actions sont envisagées dans les autres centres de la SNECMA.

Répression chez Borel

LA répression continue à la Société générale de restauration (Borel). Dans le restaurant de la Tour Fiat à La Défense, suite à un premier débrayage de 15 jours au mois de juin, la direction avait avancé des promesses qui n'ont pas été tenues.

Le personnel a donc décidé de reprendre l'action par une grève depuis le 12 novembre 1979 pour faire aboutir ses revendications. Réponse de la direction Borel : 8 licenciements dont deux délégués du personnel CFDT - Motif : grève.

Le syndicat HCRT-CFDT appelle l'ensemble des travailleurs de la restauration d'entreprise à des débrayages, les comités d'entreprise CFDT et les travailleurs clients, dont la gestion de leur cantine est assurée par un marchand de soupe, à la solidarité avec les travailleurs licenciés par des boycotts des restaurants et des pétitions auprès de :

- La Société générale de Restauration, 72, rue Régnault - 75013 PARIS
- du SNC (Syndicat national des Chânes), 36, rue de Prony - 75017 PARIS
Paris, le 29 novembre 1979
Syndicat HCRT-CFDT.

Manifestation des AFD.



Dans le prochain numéro du bimensuel (No 66) qui paraîtra le 6 décembre :

- Un dossier important sur la lutte des travailleurs de l'Alsthom.
Passez vos commandes !

Le No 21 de Prolétariat : Une arme pour les luttes

Le numéro 21 de Prolétariat vient de paraître avec un contenu qui répond bien aux préoccupations et aux luttes actuelles de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes. Dans l'éditorial, Camille Granot fait le point sur l'unification des marxistes-léninistes et sur la fusion prochaine de Prolétariat et de Front rouge. Le protocole d'accord pour l'unification du PCRml et du PCML est publié à titre de document dans ce numéro. A travers ce numéro de Prolétariat on sent bien que l'unité de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes : Pierre Bauby et Camille Granot analysent, dans un important article, les mécanismes de division qui agissent dans la classe ouvrière ; ils passent en revue toutes ces entraves à l'unité : sous-traitance, travail intérimaire, inégalités hommes-femmes, jeunes-vieux, Français-immigrés, etc. L'unité ouvriers-paysans est indispensable pour le succès de la révolution prolétarienne. C'est dans ce sens que l'on trouve la première partie d'une analyse des classes à la campagne, document présenté par Lucien Nouveau. « Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu », tel est le titre d'une étude sur la situation des travailleurs immigrés en France, sur la politique du pouvoir vis-à-vis des ces travailleurs et sur la riposte à lui opposer.

La bourgeoisie s'attaque directement à la santé des travailleurs et à la Sécurité sociale. Jean Quercy dénonce ces attaques et précise les revendications à avancer. Quelle est la réalité dissimulée derrière les films de science-fiction ? Frédéric Lachaise répond à cette question. Et toujours des compte-rendus de lectures, très fournis et très instructifs. La Prolétariat au cœur des préoccupations, une arme pour mieux unir et lutter.

L. C.

- Adressez vos commandes à :
Prolétariat BP 320, 13213 Marseille Cedex 1
Tel : 16/91/90-97-07
CCP : 21 30 89 H Marseille.

En vente aux Herbes sauvages à Paris et à la Force du Livre à Lyon.

AIX-EN-PROVENCE

Non aux lois anti-ouvrières. Non aux lois racistes Bonnet-Stoléro. Manifestation jeudi 6 décembre à 18 heures, place de la mairie à Aix-en-Provence, à l'appel du Collectif contre les lois racistes.

A TOURS, AU CNP, DANS LES LOCAUX DES STUDIOS, 2, RUE DES URSULINES, A 20 H 30 :

Mercredi 5 décembre : Avoir 20 ans en Chine, film et débat animé par un interprète, membre des amitiés franco-chinoises, ayant travaillé plusieurs années en Chine ;

Jeudi 6 décembre : « Les minorités nationales en Chine », film super 8 et diapos de voyage animé par un professeur d'économie, membre du secrétariat des AFC et un maître-assistant de la fac de Sciences de Tours, membre des AFC.

GRENOBLE

Le ciné-anti-impérialiste présente :
LARMES DE SANG 1979
(des femmes maghrébines immigrées en France témoignent)
JEUDI 6 DÉCEMBRE A 20 H 30, SALLE DES CONCERTS - GRENOBLE.
(Association le ciné anti-impérialiste - BP 872 38 036 GRENOBLE CÉDEX).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druenes
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

REPARATION NAVALE A MARSEILLE

Alors que, côté patrons, c'est à qui tirera les marrons du feu

Les travailleurs refusent l'attentisme

• *A la SPAT, actions pour le maintien du statut*

IL Y A plus d'un an, le groupe Terrin, le plus important de la réparation navale, fermait et licenciait 3 500 travailleurs. Peu de temps après, les patrons des autres entreprises de réparation dénonçaient le statut des travailleurs de ce secteur. Le statut permettait, qu'à poste de travail identique, le personnel ait dans toutes les entreprises les mêmes horaires, les mêmes salaires, les mêmes conditions de travail.

C'était l'automne 1978. Deux gros coups étaient portés contre la classe ouvrière marseillaise et les familles populaires. S'en suivaient une série d'autres licenciements dans les activités annexes et les entreprises de sous-traitance (exemple : 190 licenciements en janvier 1979 à Gardella peinture navale).

Le patron venu du nord

Actuellement, il est question d'un redémarrage des deux principales entreprises de lex-groupe Terrin (la SPAT et Ateliers provençaux). Le redémarrage serait l'œuvre de Fournier, patron des Chantiers du Havre. Bien sûr, il ne serait pas question de reprendre tout le personnel, mais une faible partie seulement. Le plan de redémarrage de Fournier a reçu l'accord des pouvoirs publics mais on attend encore aujourd'hui le détail de ce plan et le détail de sa mise en place. Fournier a rencontré une fois le représentant des salariés des Ateliers provençaux et de la SPAT et n'a donné que peu d'éléments. Il apparaît cependant que Fournier, le patron venu du Nord, ne fait pas l'unanimité dans le patronat local. Il faut savoir que depuis la fermeture du groupe Terrin, l'activité des autres entreprises de réparation a nettement augmenté.

L'ESIM, petite boîte en 1978, n'a cessé de croître et de se développer. La CMR aussi, et est même en train de sous-traiter largement du travail à plusieurs autres entreprises. De même pour Paoli qui s'attaque à des travaux dépassant ses capacités traditionnelles. Toutes ces entreprises, avec Sud-Marine, n'ont pas cessé d'embaucher cette année (50 environ à la CMR) et ont multiplié les contrats temporaires et l'emploi d'intérimaires. On comprend que Fournier avec son plan de relance de l'ancien groupe Terrin peut gêner ce beau monde.

Mais le plus gêné pourrait bien être le baron d'Huart, patron des chantiers navals de la Ciotat (à quelques kilomètres de Marseille). Celui-ci n'a pas hésité à se lancer dans la réparation navale à la Ciotat qui est un chantier de construction navale. De plus, il possède quelques intérêts dans la réparation navale marseillaise. De là à dire que tous ces messieurs n'ont pas vraiment intérêt au redémarrage du groupe Terrin, il n'y a qu'un

pas... Peut-être est-ce la raison pour laquelle les choses tardent tant !

Défendre le statut

Nous disions plus haut que le statut des travailleurs de la réparation navale avait été dénoncé par les patrons à l'automne 1978. Le délai d'un an pour que la dénonciation soit applicable arrivait à terme en novembre 1979. Les travailleurs avec la CGT ont multiplié les actions pour le maintien de ce statut et contre le grignottage perpétuel que menaient les patrons.

Le week-end de la Toussaint ils ont retardé le travail de réparation d'un gros bateau (le Genova Maï) qui a pris plusieurs jours de retard. Cette action a contraint immédiatement la direction du Port autonome à relancer la négociation entre patrons et syndicats sur le maintien du statut demandé par les travailleurs. Une première réunion de la commission paritaire s'est tenue le 12 novembre. Les patrons voulaient y imposer la présence d'organisations syndicales non-représentatives dans les catégories principalement concernées par le statut. La CGT a suspendu la séance et a convoqué les travailleurs à une assemblée générale suivie d'un vote à bulletins secrets. Se sont prononcés : 664 travailleurs contre et 15 pour la participation à ces négociations des syndicats non-représentatifs. Seules la CGT et la CFDT sont reconnues par les travailleurs.

La CGT, nettement majoritaire, défend le statut et les avantages acquis sur le plan des horaires, de la semaine de travail, des salaires et des qualifications. L'action à la réparation navale marseillaise ne peut qu'aller en se développant.

• *A la SAM où on parle de rachat, les travailleurs qui ont installé un campement devant l'usine, posent leurs revendications*

Pour les travailleurs, maintenir la pression, éviter l'éparpillement

LES travailleurs de la SAM, de leur côté, refusent l'attentisme. Mais revenons un peu en arrière :

— C'est en septembre 1978 qu'intervient la liquidation de Terrin et le démantèlement du groupe dont fait partie la SAM. Début octobre, l'AMREP prend cette dernière « en gérance libre » (location) pour trois mois.

— A partir de janvier 1979, l'AMREP renouvelle mois par mois sa location. Du point de vue industriel, c'est du sabotage : quelle entreprise peut, dans ces conditions, être gérée, passer des marchés... ? La section CGT (qui mène la lutte depuis le début), pour préserver l'outil de travail, fait garder l'usine nuit et jour. La production est assurée, mais les pièces retenues à l'usine.

— Le 8 mai 1979, l'AMREP se retire. C'est la liquidation : 171 travailleurs sont licenciés. Le lendemain, les travailleurs arrêtent la production et occupent.

— En juillet, l'expulsion est ordonnée par les tribunaux, et effectuée début août : non sans mal pour la police et le pouvoir qui devront intervenir trois fois avant d'arriver à mettre les travailleurs dehors.

— En septembre, c'est la rentrée. La situation est difficile : aucune perspective de reprise in-

dustrielle, les travailleurs sont à la rue.

«La SAM vivra»

« La SAM vivra », c'est depuis longtemps le mot d'ordre des travailleurs de la SAM et de leur section CGT. A Marseille, tout le monde connaît la banderole qui, portant ces mots, a flotté sur la mairie et même un jour sur la ... préfecture. Dans cette situation nouvelle, les travailleurs doivent résoudre plusieurs problèmes :

- éviter l'éparpillement.
- rappeler que l'usine est à même de redémarrer (machines et hommes sont toujours là).
- être présents dans la négociation qui, un jour ou l'autre, doit avoir lieu sur le redémarrage de la réparation navale.

La solution de la section CGT : s'installer devant l'usine. C'est décidé en assemblée générale : on installe une tente et on campe. Derrière les grilles : les nerfs et leurs molosses. Devant l'usine : les travailleurs.

Cela permet de préserver cette unité créée dans la lutte, de continuer un lieu de vie sociale où détente, discussion sur l'avenir, déroulement de la lutte s'entremêlent ; de garder un lien avec les usines de la zone industrielle dans laquelle est située la SAM et avec lesquelles, à travers un soutien réciproque

lors des luttes, une solidarité s'est forgée.

Du point de vue patronal, plus personne ne voulait que « la SAM vive » :

— Fournier, qui s'intéresse à la reprise de la réparation navale, possède une entreprise concurrente. Il n'a qu'un désir que la SAM ferme définitivement.

— L'AMREP n'a utilisé la SAM que comme marche-pied pour la réparation navale et dans l'industrie locale où elle était absente. La SAM ayant joué ce rôle ne l'intéresse plus.

— Les pouvoirs publics, de leur côté, semblent n'avoir qu'une idée : faire payer aux travailleurs et à leur section syndicale, leur lutte et leur détermination.

Malgré tout cela et grâce au refus des travailleurs d'accepter l'inacceptable, des patrons locaux vont se présenter : Bogossian et son représentant Fougères, qui vient de démissionner de la direction de la Comex pour prendre le titre de directeur des opérations de rachat de la SAM. Que représente Bogossian ! Lui-même ou d'autres intérêts ? Personne n'est au clair, mais ce monsieur parle de redémarrage de la SAM avec un objectif de 300 personnes et propose un prix.

Etre offensif

A ce stade, la section CGT, qui se refuse à l'attentisme, avance cinq revendications :

- La réembauche prioritaires des travailleurs de la SAM.
- La réembauche des travailleurs du groupe Terrin qui le voudraient.
- Le départ des nerfs et des chiens qui occupent l'usine.
- La réintégration des locaux sociaux par les travailleurs de la SAM.
- Si une formation s'avérait nécessaire, qu'elle se fasse à la SAM.

La section, soutenue par l'UD-CFDT, prend l'initiative de Radio-SAM et réalise une émission où elle explique sa lutte et donne la parole aux travailleurs d'Alsthom-Marseille en lutte.

Garder l'initiative, continuer à être offensifs a été et reste la force des travailleurs de la SAM.

Aujourd'hui où se pose la question du rachat et du redémarrage de la SAM, la section CGT garde sa confiance en l'avenir pour lequel elle continue à lutter.

Correspondant HR Marseille (Quartier Nord)

